

# Ne privons pas le « non de gauche » de sa traduction politique !

jeudi 21 septembre 2006, par [JENNAR Raoul Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 7 septembre 2006).

Mosset, le 7 septembre 2006.

Il m'est impossible d'être parmi les militants du 29 mai qui se réunissent le 10 septembre. Mais je crois que la gravité de l'heure ne permet pas de me soustraire au devoir d'intervention dans le débat. Alors, par écrit, je lance un cri. Un cri d'angoisse. Qui est aussi un cri d'espoir.

Je redoute en effet que nous soyons en train de donner raison aux observateurs qui en France comme à l'étranger écrivent - je cite un journal bruxellois - « à la gauche du PS, le sectarisme empêche de donner à la gauche du non une traduction politique ». *Le Monde* du 29 août n'écrivait pas autre chose.

Allons-nous leur donner raison ? Allons-nous ajouter une nouvelle déception majeure après celles provoquées à trois reprises depuis 1981 ? Allons-nous suivre celles et ceux qui au Parti socialiste ont tout fait pour, comme ils disent, « fermer la parenthèse du non » ? Après tout ce que nous avons expliqué pendant des mois au peuple de France, allons-nous agir comme si dire « non » ou dire « oui » au libéralisme, c'est la même chose ?

Trois défis sont à relever : le contenu d'une alternative au libéralisme, les rapports avec le PS et le choix de candidatures unitaires aux présidentielles et aux législatives.

Pour ce qui est du contenu, j'estime qu'on peut considérer que des progrès importants ont été accomplis. On peut et on doit encore approfondir certains aspects - je pense à l'Europe et à la politique étrangère de la France - mais la base commune est là.

Quant aux rapports avec le PS, il me semble impératif de renoncer une fois pour toutes à l'illusion d'un changement possible de ce parti. On veut nous faire croire que le PS est encore à gauche. Et qu'il y aurait une gauche du oui et une gauche du non.

Mais quelle différence y a-t-il entre le soutien public à l'enseignement privé par la droite ou par Jack Lang ?

Quelle différence entre l'appui aux salaires élevés par la droite ou par Strauss-Kahn ?

Quelle différence entre les privatisations par la droite ou par Jospin ?

Quelle différence entre la défense du TCE par la droite ou par le PS ?

Quelle différence entre le soutien aux dérégulations par la droite ou par Pascal Lamy ?

Quelle différence entre l'ordre policier de Sarkozy et l'ordre militaire de Royal ?

Quelle différence y a-t-il entre l'atlantisme de la droite et celui du PS ?

Quelle différence y a-t-il entre le sionisme de la droite et celui du PS ?

Depuis le 29 mai, le PS nous a donné la synthèse du Mans et puis son programme de gouvernement. Jamais, il n'a été aussi loin dans l'accompagnement du capitalisme. Depuis le 29 mai, nous les avons tous entendus, les Aubry, Hollande, Jospin, Royal, Strauss-Kahn. Aucun n'a remis en question les choix de la gauche plurielle et le soutien au TCE. Que faut-il de plus pour admettre qu'ils ont irrémédiablement fait le choix du libéralisme et qu'il est vain de croire qu'on puisse rassembler le PS et la gauche sur un choix de transformation autrement qu'en changeant le rapport des forces ? L'électorat PS - il l'a montré le 29 mai - est majoritairement à gauche. Mais ce parti, ses dirigeants, ses cadres et leurs relais médiatiques ont, dans leur majorité, déserté la gauche. Dès lors, pour moi, il ne devrait plus y avoir la moindre ambiguïté : sauf un changement du rapport des forces, toute forme, parlementaire ou gouvernementale, de répétition de la gauche plurielle doit être écartée.

Avons-nous vocation à demeurer les appendices d'un parti dont les choix sont diamétralement opposés aux nôtres ? Nous voulons une autre République, il ne la veut pas ; nous voulons une autre Europe, il ne la veut pas. Nous voulons une autre politique économique, une autre politique sociale, une autre politique fiscale ; il n'en veut pas. Le 29 mai nous a montré qu'il est possible de contester avec succès l'hégémonie du Parti socialiste. Pourquoi renoncer, alors qu'il s'agit d'y mettre fin ?

Il faut choisir entre le confort des habitudes et l'audace du changement. Il y a ceux qui pensent, au sein de certains partis, que pour bénéficier des voix socialistes, il faut s'allier avec ce parti par des accords d'appareil au prix de l'abandon des convictions et des engagements. Ce choix des appareils tuera l'espérance du 29 mai comme il a réduit à ce qu'ils sont devenus les partis qui y ont cru.

Et il y a ceux qui font le pari qu'une alternative crédible portée par un authentique rassemblement antilibéral peut, comme avec le TCE, offrir aux électeurs socialistes ce qu'ils attendent et provoquer un nouveau paysage politique à gauche. C'est le choix de millions de femmes et d'hommes, membres ou non d'un parti.

Quant aux candidatures communes, il nous faut d'abord lier élection présidentielle et élections législatives. Car, sur l'élan de la dynamique unitaire aux présidentielles, ce dont nous avons besoin, c'est d'un groupe parlementaire fort qui, en gardant les mains libres et avec l'appui d'un puissant mouvement social, conditionnera ses choix aux avancées de l'alternative. Comme en 1936.

Pour ce qui est de la candidature présidentielle, si on veut mettre tous les atouts de notre côté, il faut choisir le candidat qui rassemble sans écarter aucun de ceux qui ont voté « non » au TCE. Sans écarter les électeurs socialistes, sans écarter les électeurs écologistes, sans écarter ceux qui ne sont pas encartés, sans écarter ceux qui ne venaient plus voter et qui sont venus le 29 mai. Un tel critère permet de choisir parmi les noms déjà connus et d'autres qui doivent maintenant se déclarer.

Rassembler, c'est dépasser les frontières des partis. C'est ce dépassement qui a fait le 29 mai. La campagne du « non de gauche » n'a pas été identifiée à un parti, mais à un projet politique. Les campagnes de 2007 et 2008 ne peuvent réussir que si elles remplissent cette condition.

A celles et ceux qui vont effectuer les choix décisifs dans les prochaines semaines, aux appareils des partis, nous sommes des centaines de milliers à dire : ne mettez pas notre « non de gauche » entre parenthèses, ne brisez pas l'espérance née le 29 mai ! Nous ne vous le pardonnerons pas.

Raoul Marc JENNAR  
Militant du 29 mai